

Paris, le 9 décembre 2009

Communiqué de presse

Budget 2010 : accélération... de la casse du service public d'éducation

Le budget 2010 pour la mission enseignement scolaire vient d'être voté et s'élève à 59,6 milliards d'euros, soit 21 % du budget global de l'Etat. Celui-ci s'inscrit dans la même logique idéologique que les précédents : la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) en est le maître mot avec le principe dogmatique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Le budget 2010 traduit l'accélération de la RGPP et donc de la diminution continue de la qualité du service public rendu aux usagers et parallèlement la dégradation des conditions de travail des agents publics ! En effet, 100 000 postes ont été supprimés ces dernières années dont 50 000 à l'Education nationale et 16 000 postes supplémentaires seront supprimés à la rentrée 2010 (48 % des suppressions totales des postes de la fonction publique)! **Pour la Fédération eIL, c'est intolérable.** L'Education nationale sert de moyen d'ajustement au budget de l'Etat alors que l'OCDE vient de montrer l'absolue nécessité d'augmenter fortement les investissements dans l'éducation sans laquelle l'avenir de notre pays serait compromis ! Or cet investissement public dans l'éducation ne cesse de baisser dans la part de la richesse nationale! **Le gouvernement voudrait casser le service public d'éducation qu'il ne s'y prendrait pas autrement !**

Le Ministère de l'Education nationale s'est engagé dans sa circulaire de rentrée 2009 à « lutter contre l'échec scolaire, à donner une chance de réussite à tous les élèves et à assurer la réussite scolaire des élèves socialement défavorisés ! ». La Fédération eIL ne voit pas comment le ministère va pouvoir tenir ses objectifs avec un budget en constante diminution et des suppressions de postes continues !

Par ailleurs, le Ministère du budget se doit de donner les moyens nécessaires à la réussite de la rénovation de la voie professionnelle comme son collègue de l'Education nationale s'y est engagé ! Or, **dans les académies, le compte n'y est pas**, aussi bien en terme de créations de places pour les élèves en CAP et BTS qu'en terme de créations de postes de PLP en lycée professionnel, sans compter la baisse de moitié des crédits de la formation continue des enseignants!

D'autre part, le Ministère de l'Education nationale s'est lancé dans deux « réformes » qui ne sont que des habillages « pédagogiques » permettant de supprimer le maximum de postes d'enseignants dans le cadre de la RGPP : la « masterisation » et la réforme du lycée. En effet, sous prétexte de hausse du niveau de qualification des enseignants (en les recrutant à bac +5), cette « masterisation » permet la suppression de 15 915 postes d'enseignants stagiaires à la rentrée 2010 et la mise en place d'un vivier de recrutement de vacataires sous-payés ! Quant à la réforme du lycée, elle introduit des logiques très dangereuses pour les enseignants car elle renforce fortement les pouvoirs des chefs d'établissement et par la création d'un tronc commun, les classes seraient regroupées et atteindraient au minimum chacune 36 élèves ! **Cette dégradation prévisible des conditions de travail est insupportable pour notre Fédération qui s'y opposera avec tous ceux qui partagent cette analyse !**

Enfin, ce budget ne tient une nouvelle fois pas compte de l'absolue nécessité du rattrapage de perte de pouvoir d'achat des agents publics. Pour la Fédération eIL, **une revalorisation salariale substantielle du point d'indice** permettrait de compenser la baisse continue des salaires des fonctionnaires.

La Fédération eIL **dénonce et condamne ce budget 2010** et revendique **d'autres choix budgétaires au service d'une politique éducative ambitieuse**

- **L'arrêt total des suppressions** de postes et **l'ouverture importante de places aux concours de recrutement** afin de faire face aux besoins nécessaires et de **résorber l'emploi précaire.**
- Une **augmentation salariale significative pour tous les agents publics** par forte hausse du point d'indice.
- la **mise à disposition des moyens promis** pour redonner ses « lettres de noblesse » à la voie professionnelle.

La Fédération eIL réaffirme son attachement à **l'amélioration du système éducatif mais ne peut tolérer des « réformes » qui ne seraient que des habillages « pédagogiques ».**

Contacts : Christian LAGE – Sébastien DECROIX